



COMMUNIQUE DE ROUGES VIFS ILE DE FRANCE

NE LAISSONS PAS BAFOUER LA PAROLE DU PEUPLE UNE NOUVELLE FOIS !

ROUGES VIFS IDF appelle à participer massivement à la manifestation du 30 septembre pour exiger le rejet du TSCG à 13 h 30, place de la Nation.

Les grandes banques multinationales, baptisés opportunément de manière anonyme « marchés financiers », sont responsables du plus grand désastre économique depuis la seconde guerre mondiale. Renflouées par les finances publiques, elles exercent désormais un chantage sur les peuples auxquels leurs gouvernements, acquis à la préservation du système capitaliste coûte que coûte, se soumettent avec zèle.

Ainsi ont-ils imaginé un nouveau traité (TSCG) qui inscrit dans le marbre la suprématie de ces « marchés » sur toutes les politiques économiques et sociales des pays de l'Union Européenne.

Ce n'est pas seulement de l'austérité généralisée et permanente dont il est question. Il s'agit aussi d'un nouveau transfert de pouvoir de décision autonome dans chaque pays. Une nouvelle tentative d'assouvir le vieux rêve du Capital d'en finir avec le droit des peuples à l'autodétermination, à maîtriser leur économie, à choisir leur destin. Le peuple français a déjà dit NON à cette voie en 2005 par référendum.

Pas plus que son prédécesseur, François Hollande n'a reçu de mandat pour signer le traité en question. C'est un nouvel acte de forfaiture qui se profile. Il n'est pas légitime pour cela et doit « dégager » s'il persiste.

Le système institutionnel de notre pays, consacrant la primauté de l'élection présidentielle, fonctionne parfaitement pour cadenciser toute velléité de contestation de la domination du Capital sur toutes les sphères de la société. Il a été conçu pour cela. Il est temps d'en finir !

D'autant que le nouveau pouvoir, où fourmille des forcenés « va-t'en guerre », trépigne d'impatience pour mener de nouvelles aventures militaires au Mali ou en Syrie afin de rétablir l'ordre impérialiste sous des prétextes humanitaires. Les exemples récents de la Côte d'Ivoire ou de la Libye et la réalité vécue aujourd'hui dans ces pays sont là pour nous rappeler la véritable nature de ces interventions meurtrières. Là encore, la recherche d'une solution pacifique basée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est bafouée dans l'intérêt des multinationales.

Il est temps d'en finir avec le capitalisme qui a montré toute sa nocivité et de s'engager dans la construction d'une autre société en définissant ensemble ses fondements. En partant de la réalité d'aujourd'hui.

Des décennies de pressions sur les salaires, sur la protection sociale et sur les services publics ont permis au Capital de dégager des marges pour spéculer au-delà de l'imagination. C'est ce qui a conduit à l'explosion d'une énorme bulle spéculative dont les conséquences se font sentir aujourd'hui. Et le pire est à venir si nous ne stoppons pas la spirale –renflouement public/austérité/spéculation.

Le moyen le plus efficace : L'AUGMENTATION GENERALE, MASSIVE DES SALAIRES et la hausse de la part dite « patronale » du taux de cotisation sociale ! Non seulement pour répondre aux besoins de subvenir à nos besoins vitaux mais aussi et surtout pour priver le capital d'une partie des moyens de nuire. C'est une question de salut public ! Le rejet du TSCG en est une étape. Soyons déterminés dans cette bataille décisive.

Le 27 septembre 2012